



**Grégoire et Associés**  
32 Ter Rue Raymond Poincaré  
54000 NANCY - France

## **LORR'UP**

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**LORR'UP**  
**4 Rue Jacques Villermaux**  
**54000 NANCY**  
**904821692**



Association LORR'UP

Siège social : 4 Rue Jacques Villiermaux - 54000 NANCY

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale des Membres de l'association LORR'UP,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LORR'UP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systematiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



***Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels***

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A NANCY, le 06 juin 2025  
Le Commissaire aux comptes

  
**GREGOIRE ET ASSOCIES**, représenté par  
Adeline GARNIER



### **Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

<b>ACTIF</b>	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	31 700	31 700		10 332
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	364 565	137 624	226 942	265 874
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	14 600		14 600	15 086
<b>TOTAL (I)</b>	<b>410 865</b>	<b>169 324</b>	<b>241 542</b>	<b>291 292</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	3 000		3 000	700
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	442 587		442 587	447 890
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	139 108		139 108	138 014
Charges constatées d'avance	27 786		27 786	31 021
<b>TOTAL (II)</b>	<b>612 481</b>		<b>612 481</b>	<b>617 625</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 023 347</b>	<b>169 324</b>	<b>854 023</b>	<b>908 917</b>



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

**PASSIF**

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	386 790	367 428
Excédent ou déficit de l'exercice	-87 747	19 362
<i>Situation nette (sous total)</i>	<b>299 043</b>	<b>386 790</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	187 241	243 118
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>486 284</b>	<b>629 908</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	38 164	30 963
<b>TOTAL (III)</b>	<b>38 164</b>	<b>30 963</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99 859	68 982
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	217 880	179 064
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	11 836	
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>329 575</b>	<b>248 046</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>854 023</b>	<b>908 917</b>

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	376 407	317 277
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	7 403	3 796
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 606 612	1 569 500
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 271	16 441
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	40	8
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 991 733</b>	<b>1 907 022</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	545 494	561 308
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	96 083	82 629
Salaires et traitements	1 008 686	879 707
Charges sociales	413 662	357 183
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	64 170	58 590
Dotations aux provisions	7 201	4 584
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	62	401
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>2 135 358</b>	<b>1 944 402</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-143 624</b>	<b>-37 379</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>		
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>		
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>		





Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-143 624</b>	<b>-37 379</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	55 878	58 271
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>55 878</b>	<b>58 271</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		1 530
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>		<b>1 530</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>55 878</b>	<b>56 741</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>2 047 611</b>	<b>1 965 293</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>2 135 358</b>	<b>1 945 932</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-87 747</b>	<b>19 362</b>





# ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ASS LORR'UP

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

entreprises, avec un accompagnement et une mobilisation des expertises à 360 degrés (ingénierie financière et juridique, développement commercial, optimisation des chaînes de valeur, ressources humaines, solutions foncières et immobilières, expertises métiers...),

- Expertise métiers, composé d'experts spécialisés permettant d'apporter un accompagnement sectoriel ou thématique dédié (industrie, transition énergétique, commerce, santé, numérique...),
- Promotion et animation de filières, composé de chargés de mission d'appui à l'implantation, de promotion économique et d'animation de filières.

La réalisation de ces missions s'entend en complémentarité avec les autres partenaires de l'ingénierie économique.

Pour la mise en oeuvre de son objet associatif et la bonne mise en oeuvre de ses missions, l'Agence se dote des moyens humains et matériels nécessaires.

Elle met en place une gouvernance adaptée, fondée sur des actions centrales et des actions de proximité, dont la mise en oeuvre sera assurée au travers de l'organisation suivante :

- Au niveau central, l'Agence dispose :
  - de fonctions support pour la direction générale, la communication et l'administration,
  - d'un pôle de développement exogène, en charge des missions d'animation des filières, d'appui à l'implantation (ingénierie financière, recherche immobilière, aide à la recherche d'emploi, etc.) et de promotion.
- Au niveau territorial (proximité), l'Agence dispose d'un pôle de développement endogène comprenant :
  - des chargés de mission responsables, pour leur territoire, du suivi de proximité des entreprises dans le cadre d'une organisation physique décentralisée et territorialisée,
  - des experts spécialisés par métiers, chargé d'accompagner les filières stratégiques, le développement des projets et des synergies interentreprises et les coopérations avec l'université et la recherche.

## § Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont constituées du logo et du site internet, du matériel informatique et du dépôt de garantie au médiaparc.

## § Produits à recevoir :

- compte 44100002 "subv part real ludo pôle" = 9 000€
- compte 44100002 "subv Grand Est à recevoir" = 432 500€

## § Provision engagement de retraite :

Les indemnités de départ à la retraite pour le personnel inscrit à l'effectif à la clôture de l'exercice font l'objet d'une évaluation selon la norme IAS 19 ; le taux d'actualisation retenu est de 3.35 %.

Le taux est déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprise de première catégorie (obligations corporates AA). Le taux retenu dans le cadre de cette évaluation correspond au taux IBOXX corporates AA (indexco.com).

Cet engagement est comptabilisé sous la forme d'une provision dans les comptes de l'association pour un montant de 38 164.21 € au 31 décembre 2024.

## § Subventions

Les deux subventions liées à des conventions 2024 sont les suivantes :

- Subvention de la Métropole du Grand Nancy pour 700 000 €,
- Subvention d'exploitation de la Région Grand Est pour 865 000 €.

## § Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de l'association est négatif de -143.6K€. Celui-ci est alors augmenté par le résultat exceptionnel correspondant à la quote-part de subvention d'investissement (56K€) qui vient compenser les dotations aux amortissements pour un montant presque identique. Le résultat de l'exercice est alors de -87 746.70 €.



# ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ASS LORR'UP

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériel de bureau	1 à 3 ans
- Logo / Site internet	3 ans
- Installations générales	10 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

## CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

